

C-462

First Session, Forty-first Parliament,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-462

An Act restricting the fees charged by promoters of the disability tax credit and making consequential amendments to the Tax Court of Canada Act

FIRST READING, NOVEMBER 5, 2012

MRS. GALLANT

C-462

Première session, quarante et unième législature,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-462

Loi limitant les frais imposés par les promoteurs du crédit d'impôt pour personnes handicapées et apportant des modifications corrélatives à la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt

PREMIÈRE LECTURE LE 5 NOVEMBRE 2012

M^{ME} GALLANT

SUMMARY

This enactment restricts the amount of fees that can be charged or accepted by persons who, on behalf of a person with a disability, request a determination of disability tax credit eligibility under the *Income Tax Act*. It establishes a prohibition against charging or accepting more than an established maximum fee and establishes offences and penalties for failure to comply.

SOMMAIRE

Le texte limite le montant des frais pouvant être imposés ou acceptés par les personnes qui demandent, au nom d'une personne handicapée, que soit déterminée l'admissibilité de celle-ci au crédit d'impôt pour personnes handicapées sous le régime de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En plus de créer des infractions et de prévoir les pénalités applicables, il interdit à ces personnes d'imposer ou d'accepter des frais supérieurs aux frais maximaux.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-462

PROJET DE LOI C-462

An Act restricting the fees charged by promoters of the disability tax credit and making consequential amendments to the Tax Court of Canada Act

Loi limitant les frais imposés par les promoteurs du crédit d'impôt pour personnes handicapées et apportant des modifications corrélatives à la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and the House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Disability Tax Credit Promoters Restrictions Act*.

1. *Loi sur les restrictions applicables aux promoteurs du crédit d'impôt pour personnes handicapées.* 5

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. The following definitions apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. 5

Définitions

"claimant"
« demandeur »

"claimant" means an individual who is the subject of a disability tax credit request or who has a dependant on behalf of whom a disability tax credit request is made.

« demande de crédit d'impôt pour personnes handicapées » À l'égard d'un demandeur, de- 10 mande visant, selon le cas :

« demande de crédit d'impôt pour personnes handicapées »
"disability tax credit request"

"disability tax credit request"
« demande de crédit d'impôt pour personnes handicapées »

"disability tax credit request" means a request, made in respect of a claimant,

(a) for determination of disability tax credit eligibility under subsection 152(1.01) of the *Income Tax Act*;

(b) in respect of a deduction under subsection 118.3(1) or (2) of the *Income Tax Act*; or

(c) in respect of any deduction or overpayment of tax under the *Income Tax Act* that is contingent upon the eligibility for a deduction under subsection 118.3(1) or (2) of that Act. 15

a) la détermination de son admissibilité au crédit d'impôt pour personnes handicapées au titre du paragraphe 152(1.01) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

b) une déduction visée aux paragraphes 118.3(1) ou (2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

c) une déduction ou un paiement en trop au titre de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, conditionnels à son admissibilité à une déduction visée aux paragraphes 118.3(1) ou (2) de cette loi. 20

“fee” «frais»	“fee” means the fair market value of any consideration accepted or charged by a person, directly or indirectly, to prepare a disability tax credit request.	5	«demandeur» Particulier faisant l’objet d’une demande de crédit d’impôt pour personnes handicapées ou qui a à sa charge une personne pour le compte de laquelle une telle demande est présentée.	5	«demandeur» “claimant”
“maximum fee” «frais maximaux»	“maximum fee” means the maximum fee set by regulations made under section 9.	5	«frais» Juste valeur marchande de la contrepartie acceptée ou imposée, directement ou indirectement, par une personne pour remplir une demande de crédit d’impôt pour personnes handicapées.	10	«frais» “fee”
“Minister” «ministre»	“Minister” means the Minister of National Revenue.	10	«frais maximaux» Les frais maximaux fixés par règlement pris en vertu de l’article 9.	10	«frais maximaux» “maximum fee”
“prescribed” Version anglaise seulement	“prescribed” means prescribed by regulation.	10	«ministre» Le ministre du Revenu national.	10	«ministre» “Minister”
“promoter” «promoteur»	“promoter” means a person who, directly or indirectly, accepts or charges a fee in respect of a disability tax credit request.	10	«promoteur» Personne qui, directement ou indirectement, accepte ou impose des frais à l’égard d’une demande de crédit d’impôt pour personnes handicapées.	15	«promoteur» “promoter”
PROMOTER’S FEE		FRAIS DU PROMOTEUR			
Prohibition	3. (1) It is prohibited for a promoter to accept or charge a fee that exceeds the maximum fee.	15	3. (1) Il est interdit à tout promoteur d’accepter ou d’imposer des frais qui excèdent les frais maximaux.	20	Interdiction
Penalty for fee exceeding maximum fee	(2) Every promoter who contravenes subsection (1) is liable to a penalty in respect of the fee equal to the greater of \$1,000 and the amount determined by the formula	25	(2) Le promoteur qui contrevient au paragraphe (1) est passible d’une pénalité égale au plus élevé de 1 000 \$ ou du résultat du calcul suivant :	25	Pénalité pour frais excessifs
	$A - (B + C)$	20	$A - (B + C)$	25	
	where		où :		
	A is the fee in respect of a disability tax credit request,		A représente les frais à l’égard de la demande de crédit d’impôt pour personnes handicapées,		
	B is the maximum fee, and		B les frais maximaux,	30	
	C is the amount of the fee in respect of the disability tax credit request that is repaid to the claimant within 120 days after notification is given to the Minister in accordance with section 4 or any longer period that is acceptable to the Minister.	25	C le montant des frais à l’égard de la demande de crédit d’impôt pour personnes handicapées qui est remboursé au demandeur dans les cent vingt jours suivant l’avis donné au ministre conformément à l’article 4 ou tout délai supérieur que le ministre estime acceptable.	35	
Reporting requirement—promoter	4. Every promoter, other than a prescribed exempt promoter, must notify the Minister, in a form and manner authorized by the Minister, of	30	4. À moins qu’il ne bénéficie d’une exemption réglementaire, tout promoteur avise le ministre, en la forme et selon les modalités autorisées par celui-ci, des frais qu’il a acceptés	40	Obligation de faire rapport—promoteur

the fee accepted or charged by the promoter in respect of a disability tax credit request if it exceeds the maximum fee.

ou imposés à l'égard de la demande de crédit d'impôt pour personnes handicapées si ceux-ci excèdent les frais maximaux.

Deceptive information

5. It is prohibited for a promoter to make, participate in, assent to or acquiesce in the making of any false or deceptive entries in a notification required under section 4.

5. Il est interdit à tout promoteur de fournir des renseignements faux ou trompeurs dans l'avis exigé à l'article 4, ni y participer ou y consentir.

Renseignements trompeurs

OFFENCES

INFRACTIONS

Offences

6. Every promoter who fails to notify the Minister under subsection 4 or who contravenes section 5 is guilty of an offence and, in addition to any penalty otherwise provided, is liable on summary conviction to a fine of not less than \$1,000 and not more than \$25,000.

6. Le promoteur qui omet d'aviser le ministre conformément à l'article 4 ou qui contrevient à l'article 5 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et outre toute pénalité prévue par ailleurs, une amende d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 25 000 \$.

Infraction

Offences

7. Every promoter who contravenes section 3 is guilty of an offence and, in addition to any penalty otherwise provided, is liable on summary conviction to a fine of not less than 100% and not more than 200% of the total of all amounts by which the fee exceeds the maximum fee amount in respect of a disability tax credit request.

7. Le promoteur qui contrevient à l'article 3 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et outre toute pénalité prévue par ailleurs, une amende au moins égale à 100 % de l'excédent du total des frais à l'égard d'une demande de crédit d'impôt pour personnes handicapées sur les frais maximaux, sans dépasser 200 % de cet excédent.

Infraction

DISCLOSURE OF INFORMATION

COMMUNICATION DES RENSEIGNEMENTS

Information may be disclosed

8. Section 241 of the *Income Tax Act* does not apply to information or documents necessary to the administration or enforcement of this Act and an official or authorized person, as defined for the purposes of that section, may make that information or a copy of any such documents available to any person for a purpose related to the administration or enforcement of this Act.

8. L'article 241 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ne s'applique pas aux renseignements et documents nécessaires à l'application ou à l'exécution de la présente loi, et le fonctionnaire ou la personne autorisée, au sens de cet article, peut mettre ces renseignements ou une copie de ces documents à la disposition de toute personne à des fins liées à l'application ou à l'exécution de la présente loi.

Communication des renseignements ou des copies

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

Regulations

9. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act including, without restricting the generality of the foregoing, regulations

9. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre les mesures nécessaires à l'application de la présente loi, notamment :

Règlements

(a) setting the maximum fee;

a) fixer les frais maximaux;

(b) exempting certain promoters from the notifying requirements set out in section 4; and

b) exempter certains promoteurs de l'obligation d'aviser le ministre prévue au paragraphe 4;

(c) prescribing anything that by this Act is to be prescribed.

c) prendre toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi.

APPLICATION OF INCOME TAX ACT

APPLICATION DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Provisions applicable

10. Sections 152, 158 and 159, subsections 161(1) and (11), sections 162 to 167 and 257, Division J of Part I and Part XV of the *Income Tax Act* are applicable with respect to the circumstances related to a disability tax credit request, with such modifications as the circumstances require.

10. Les articles 152, 158 et 159, les paragraphes 161(1) et (11), les articles 162 à 167 et 257, la section J de la partie I et la partie XV de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux circonstances relatives aux demandes de crédit d'impôt pour personnes handicapées.

Dispositions applicables

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

TAX COURT OF CANADA ACT

LOI SUR LA COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT

R.S., c. T-2

L.R., ch. T-2

11. Subsection 12(1) of the *Tax Court of Canada Act* is replaced by the following:

11. Le paragraphe 12(1) de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt* est remplacé par ce qui suit :

Jurisdiction

12. (1) The Court has exclusive original jurisdiction to hear and determine references and appeals to the Court on matters arising under the *Air Travellers Security Charge Act*, the *Canada Pension Plan*, the *Cultural Property Export and Import Act*, Part V.1 of the *Customs Act*, the *Disability Tax Credit Promoters Restrictions Act*, the *Employment Insurance Act*, the *Excise Act, 2001*, Part IX of the *Excise Tax Act*, the *Income Tax Act*, the *Old Age Security Act*, the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act* and the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006* when references or appeals to the Court are provided for in those Acts.

12. (1) La Cour a compétence exclusive pour entendre les renvois et les appels portés devant elle sur les questions découlant de l'application de la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*, de la partie V.1 de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur les restrictions applicables aux promoteurs du crédit d'impôt pour personnes handicapées*, de la *Loi sur l'assurance-emploi*, de la *Loi de 2001 sur l'accise*, de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*, de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, de la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers* et de la *Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre*, dans la mesure où ces lois prévoient un droit de 30 renvoi ou d'appel devant elle.

Compétence

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council

12. This Act comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

12. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret.

Décret